

ENTRETIEN AVEC Philippe BLANCHET

Professeur de sciences du langage à l'université Rennes 2, syndiqué CGT

Question : Les médias présentent la fusion des deux universités de Rennes avec l'INSA, l'ENSCR, l'ENSR et science PO dans l'UNIR (Université de Rennes) comme accomplie, qu'en est-il ?

Réponse : *On en est loin. Cette fusion semble en effet imposée par voie médiatique alors qu'aucune instance représentative n'a été consultée. Le texte du projet de « regroupement » n'a toujours pas été transmis aux organisations syndicales. Il faut ajouter que la nouvelle version du projet d'ordonnance qui permettra ces regroupements expérimentaux est pire que le projet initial. Il prévoit la mainmise de l'établissement créé sur les 6 établissements regroupés. Le nouveau CA pourrait annuler des décisions prises par exemple par le CA de Rennes 2. On est loin du projet présenté comme novateur dans lequel chaque université, chaque établissement, gardait son indépendance et la possibilité de se retirer. Aujourd'hui on constate qu'il faudra l'accord du ministère et un décret pour qu'un des établissements quitte l'UNIR. Il faut ajouter à cette très forte réduction de la démocratie une diminution de la représentation des personnels et des étudiants.*

Question : Quelles sont les réactions des personnels ?

Réponse : *Les réactions sont compliquées, d'une part la Présidence jure que ce n'est pas une fusion et d'autre part l'université a été fermée pendant 3 mois et donc les collègues n'ont pu échanger alors que le projet avançait en sous main. La mise en place du contrôle d'accès sur tous les bâtiments de Rennes 2, avec les situations absurdes que cela a créées, n'a pas favorisé l'échange entre les différents départements. Il y a aussi le sentiment qu'on essaye de nous mettre devant un fait accompli. On a été jusqu'à demander dès décembre 2017 aux chercheurs de signer leurs publications comme relevant de l'UNIR, qui n'existe pas ! Évidemment on ne le fait pas, en plus ça fait nom de site de rencontre, ça ne fait pas sérieux ! La Présidence annonce une consultation publique par internet à la fin du processus... On connaît les effets induits par ces consultations sans véritable débat contradictoire. Toute cela n'empêche pas qu'il y a au moins une réticence, même une résistance, très fortes. Les personnels, échaudés par la tentative d'absorption de Rennes 2 par Rennes 1 il y a trois ans, comprennent que le but de l'opération est de la vitrine politique pour faire des économies d'échelle, « mutualiser » des services en fermant des postes. Ce sentiment est renforcé par le fait que Rennes 2 est déjà une des universités les plus sous dotées de France et que Rennes 1 est en déficit. De la part du ministère il y a clairement un chantage au financement : soit on accepte l'UNIR soit les financements « sur projets » seront refusés. Et puis ça permettra de contrôler Rennes 2, une université où l'on réfléchit trop et où l'on conteste trop aux yeux des dominants.*

Question : Il y a un consensus politique pour cette fusion, la maire de Rennes a tweeté sur « plus grand plus fort » !

Réponse : *C'est un slogan publicitaire simpliste aveuglé par l'idéologie du nombre. Les meilleures universités ne sont pas les plus grandes. On connaît le cas d'Aix-Marseille : avec la fusion ils ont créé un monstre administratif lent, inhumain, procédurier, manquant de moyens et de démocratie. Pour rendre un service public de proximité, innover, s'adapter, il faut des entités souples, à taille humaine, avec beaucoup de véritable autonomie (pas la fausse autonomie prétendue au moment de la LRU).*

Question : Que devient le projet de Communauté universitaire (COMUE) Bretagne-Loire ?

Réponse : *Ce projet n'avait aucune viabilité et pourtant il n'a pas manqué de soutien et de financement. Près d'une centaine de postes lui ont été attribués. Cette COMUE va s'effondrer. C'est un gaspillage dramatique de moyens publics. Personnellement je suis favorable à une COMUE régionale, ou à une université fédérale de Bretagne, qui garantirait un meilleur équilibre en termes d'aménagement du territoire breton et de service public.*

Question : Comment se présente la rentrée ?

Réponse : *Il y a un manque criant de moyens qui se concrétise en manque de salles et de personnels. Pour mon département (Communication) il faudrait quasiment doubler le nombre d'enseignants pour travailler dans des conditions correctes. Tout le monde est déjà épuisé. Pour Parcoursup, un gros mensonge d'État là aussi, nous n'avons pas d'informations précises, la sélection se fait en amont au niveau de la plateforme et du rectorat, mais on sait que*

plusieurs dizaines de milliers de bacheliers ont abandonné partout en France. Il y a de nombreux recours juridiques puisque dans certains cas il y a clairement discrimination. La question n'est donc pas close. A cela s'ajoute le projet de transformation de la licence, qui l'affaiblit et la secondarise. La CGT s'est prononcée contre. Il n'est donc pas impossible que la mobilisation redémarre bientôt à la fois contre la fusion rennaise et en défense d'une véritable licence universitaire de qualité, qui reflètent une politique globale d'absorption du service public dans l'idéologie néolibérale.